

Est présents Michel R. Bernard, Chef

Martine Bergeron-Milette Stéphane Landry, Conseiller

Karolane Landry-Mensah, conseillère

Directrice générale par intérim

Gitane bernard, secrétaire de direction

Est Invités:

1.	Appel des présences et vérification du quorum;			
	L'appel des présences est fait. Tous les membres du conseil sont présents. Les conseiller Martine et Stéphane participent via Teams.			
	II y a quorum.			
2.	Adoption de l'ordre du jour du 29 mai 2025;			
	Il est proposé par Michel R. Bernard et appuyé par Karolane Landry-Mensah d'adopté l'ordre du jour du 29 mai 2025 Adopté à l'unanimité.			
3.	Procès-verbal;			
	Tous les élus ont procédé à la lecture du procès-verbal du 16 mai 2025.			
	★II a été demandé d'ajouter les clarifications suivantes au point 5.4 du procès-verbal du 16 mai 2025.			
	<u>Précisions à souligner et à prendre en compte :</u>			
	La conseillère, Martine Bergeron-Milette conteste son exclusion du vote ayant mené à l'adoption de la résolution no RCB-2025-2026-013. Elle soutient que la résolution a été rédigée de manière à la placer volontairement en situation de conflit d'intérêts, notamment en y mentionnant expressément le commerce Wax Wôlinak, dont elle est la sœur de la propriétaire.			



Selon elle, si cette entreprise n'avait pas été nommée, elle n'aurait pas été en conflit d'intérêts et aurait pu participer au vote. Elle mentionne aussi l'interprétation suivante du contenu de la résolution : "Le but de la résolution est l'adoption d'une loi", donc elle ne peut pas être exclue.

En conséquence, elle revendique la légitimité de sa participation au vote et remet en question la validité de la résolution.

Le conseiller, Stéphane Landry conteste également la légitimité de la résolution, affirmant ne pas avoir été consulté ni avoir eu accès au contenu de la résolution avant son adoption.

La conseillère Karolane Landry-Mensah et le Chef, Michel R. Bernard précisent que :

- 1. La résolution n'a pas pour effet l'adoption d'une loi. Elle vise plutôt à instaurer un moratoire sur la vente de cannabis, dans l'attente de la consultation des membres de la communauté quant à la présence de ce type de commerce sur le territoire, qu'ils y soient favorables ou non.
- 2. Advenant qu'une majorité claire se dégage, un projet de loi sera rédigé en fonction du choix exprimé. Si la majorité des membres est en faveur, les lignes directrices de la loi refléteront cette orientation; à l'inverse, si la majorité s'y oppose, la réglementation en tiendra compte.
- **3.** Une fois le projet de loi rédigé, celui-ci sera approuvé par résolution du Conseil, qui convoquera ensuite une assemblée générale spéciale afin que le texte soit soumis au vote des membres pour son adoption.
- 4. Le moratoire actuellement en place a inévitablement un impact direct sur les activités de l'entreprise Wax Wôlinak. Même si son nom n'est pas mentionné expressément, cela ne modifie en rien la réalité de la situation. Le conflit d'intérêts demeure bien présent. Il est donc essentiel de reconnaître que le simple fait de ne pas la nommer ne suffit pas à éliminer le problème.



	★ Des	L'objectif principal d'identifier l'entreprise était d'atténuer les préoccupations des membres et municipalités voisines et non de créer une situation de conflit d'intérêt dans le but d'empêcher un élu à se prononcer sur la question. Evérifications seront faites avec le conseiller en éthique pour ce dilemme. Un suivi sera effectué au Conseil lors de la proer réunion.
4.	Comp	tabilité;
	4.1.	Restructuration des administrateurs des entreprises du Conseil (REQ):
		La discussion sur ce point est reportée lorsque Nadia, la directrice des finances sera de retour de vacances.
5.	Corres	pondances et Gouvernance;
	5.1.	 Suivi - Perquisitions à Wôlinak et rencontre avec le CPDA: Une rencontre s'est tenue avec des représentants du Corps de police des Abénakis afin de faire le point sur les événements récents survenus à Wôlinak. Deux perquisitions ont été menées dans des commerces et résidences situés à Wôlinak, en lien avec la vente présumée de cigarettes de contrebande. Lors de l'une de ces perquisitions, des documents ont été laissés sur place par les policiers. Ceux-ci ont par la suite été diffusés sur les réseaux sociaux par la personne résidant à l'endroit perquisitionné. Les policiers ont tenté de récupérer lesdits documents en se rendant au domicile concerné, sans succès. Une seconde tentative, effectuée dans un contexte de non-coopération, a mené à une intervention plus ferme, à des accusations d'entrave ainsi qu'à la saisie du téléphone cellulaire ayant servi à diffuser les documents. Par ailleurs, des représentants de Santé Québec, accompagnés du Corps de police des Abénakis, se sont présentés au commerce Vape Wôlinak afin d'y effectuer certaines vérifications. L'accès au commerce leur a toutefois été refusé par la propriétaire. Il est important de rappeler qu'en tant



		que territoire fédéral, la juridiction provinciale ne
	9	s'y applique pas. La propriétaire était donc dans son droit de ne pas autoriser l'entrée des représen- tants provinciaux.
	surer le tout en vent ég obligat core du	respect des droits liés au statut fédéral du territoire, reconnaissant que certaines lois provinciales doigalement être prises en compte. Par exemple, des ions relevant de la SAAQ, de l'OPC, du MTQ ou enux Registre des véhicules lourds s'appliquent et nént une conformité.
	quant o sieurs o une réf	nseil dispose de moyens pour exprimer sa vision à la juridiction applicable à Wôlinak. Cela dit, pluspects doivent être considérés, ce qui nécessite lexion approfondie et du temps pour bien évaluer able des enjeux.
	de déte exprime	écessaire de consulter les conseillers juridiques afin erminer le meilleur angle pour que le Conseil puisse er sa vision, tout en évitant d'éventuelles répercus- égatives.
5.2.	Suivi - F	Firme relation publique :
	5.2.1.	National :
		En date du 22 mai, une lettre informant du non- renouvellement du mandat a été transmise à la firme National, ainsi qu'à Mme Jennifer O'Bomsawin et M. Alexandre Mailhot. À ce jour, aucun retour n'a été reçu de leur part
	5.2.2.	Nouvelle firme :
		Deux firmes de relations publiques sont actuellement en attente de nous faire parvenir leurs soumissions. Le plan d'action souhaité par le Conseil leur a été transmis, et un retour est attendu sous peu. Firme en relation publique: • Arsenal
		• Tact



	5.3.	Suivi – Rapport de la firme organisationnelle du Conseil :
		Le Conseil a rencontré la firme organisationnelle afin qu'elle lui présente les conclusions de son rapport, lequel fait suite à l'analyse du contexte organisationnel et com- munautaire, incluant les consultations menées auprès des employés.
		Stéphane et Martine ont exprimé qu'il serait préférable d'attendre l'embauche du nouveau directeur général avant de procéder à la mise en œuvre des recomman- dations formulées.
		De leur côté, Karolane et Michel estiment que certaines recommandations pourraient d'ores et déjà être appliquées, dans le but d'améliorer l'efficacité et le fonctionnement de l'administration.
		Aucune décision a été officiellement prise, à rediscuter lors e la prochaine réunion.
6.	Travaux publics :	
	6.1.	Embauche de personnel: Considérant que deux employées ne sont plus au service des Travaux publics et que la liste des tâches à accomplir ne cesse de croître, l'embauche de nouveau personnel s'avère nécessaire.
		Compte tenu de l'urgence de la situation, une première embauche a été effectuée. Une évaluation sera effectuée prochainement afin de déterminer si une ressource additionnelle devra être engagée pour répondre adéquatement aux besoins opérationnels.
7.	Terre et habitations;	
	7.1.	Suivi - Sous location des logements :
		Lors de la dernière réunion, et à la suite du courriel transmis aux élus par Karolane exposant la situation, Martine et Stéphane ont indiqué ne pas souhaiter prendre position. Ils estiment qu'il appartient à l'administration de veiller à l'application et au respect des règles en vigueur. Ils ont précisé qu'à la suite de l'intervention de l'administration, ils ne s'immisceront pas dans le processus décisionnel et s'abstiendront d'intervenir.



	7.2.	Suivi – Demande de transfert de lot :	
	7.2.	À la suite d'une rencontre avec le SAC, Karolane a transmis un document précisant la marche à suivre pour régler ce dossier litigieux, en suspens depuis plusieurs an- nées.	
		Stéphane propose néanmoins de consulter un avocat spécialisé en la matière afin d'obtenir un avis juridique sur la démarche recommandée par le SAC.	
		Karolane rappelle que cette démarche a déjà été vali- dée par des conseillers juridiques. Le Conseil doit donc se prononcer sur la procédure à adopter et, le cas échéant, mandater l'avocat du Conseil pour la rédaction du con- trat, incluant les clauses figurant dans le document soumis (voir annexe).	
		Martine, mentionne ne pas avoir pris connaissance du do- cument en question et elle soumettra son avis sur la ques- tion après avoir pris connaissance du contenu.	
		Aucune décision a été officiellement prise, à rediscuter lors e la prochaine réunion.	
	7.3.	Ligne des lots dans le nouveau développement :	
		Dossier réglé en interne.	
8.	Dévelop	ppement économique et/ou communautaire :	
	8.1.	Salle de spectacle :	
		Il est demandé par le conseiller, Stéphane Landry, et la conseillère, Martine Bergeron-Milette, d'interrompre les travaux de construction de la salle de spectacle. Ils indiquent qu'ils feront appel aux médias si les travaux continuent.	
		Contexte concernant la demande de rencontre liée au projet de salle de spectacle: Depuis quelque temps, les dirigeants du casino ont formulé à plusieurs reprises des demandes afin de rencontrer le Conseil dans le but de présenter officiellement leur projet de salle de spectacle, qu'ils considèrent comme une phase complémentaire du centre de divertissement déjà en place. Cependant, en raison d'un désaccord persistant au sein du Conseil, aucune rencontre formelle n'a pu être organisée.	



Actuellement, deux membres du Conseil appuient le projet, tandis que deux autres s'y opposent. Ces derniers invoquent principalement la poursuite en cours intentée contre le casino, soutenant qu'aucune nouvelle construction ne devrait être autorisée tant que le litige n'est pas réglé.

Ils soulèvent également que les membres de la communauté n'ont pas été consultés et que le Conseil n'a pas donné son approbation officielle au projet.

Malgré ce contexte, les travaux de construction de la salle ont été amorcés, ce qui a mené les deux membres opposés au projet à exiger l'arrêt immédiat des travaux, considérant que ceux-ci vont à l'encontre du processus décisionnel habituel.

Le Chef, Michel R. Bernard, mentionne;

Il convient de rappeler que, selon les termes de l'entente de gestion conclue précédemment, la salle de spectacle est présentée comme une continuité du centre de divertissement, et que le gérant a la responsabilité de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour maintenir l'achalandage et l'attrait du site.

Concernant la consultation des membres, plusieurs activités ont été organisées afin de les informer et recueillir leurs commentaires :

- 1. Une première rencontre de présentation du projet a eu lieu au Centre Godefroy.
- 2. Le Casino a également convié les membres à deux reprises pour leur présenter le projet.

Note: Si la majorité des membres du Conseil ne souhaitent pas convoquer une assemblée spéciale pour consulter les membres, il devient difficile de faire avancer le processus dans un tel contexte.

9. Programmes et services :

9.1



PRÈS D'HYDRO-QUÉBEC, DE LA SAAQ ET D'AUTRES FOURNISSEURS NE F METTANT PAS LES VIREMENTS BANCAIRES. CONSIDÉRANT que plusieurs fournisseurs du Conseil des Abénakis de Wôl sont actuellement payés par virement bancaire accompagné d'un avis de di transmis par courriel; CONSIDÉRANT qu'Hydro-Québec, la Société de l'assurance automobile du C bec (SAAQ) et certains autres fournisseurs n'acceptent pas les virements l caires et exigent des paiements par d'autres moyens, tels que le chèque, lesq engendrent des frais supplémentaires (frais bancaires, impression de chèq affranchissement); CONSIDÉRANT que la mise en place de paiements préautorisés permettrait à fournisseurs de prélever directement les sommes dues à même le compte l caire de la communauté, ce qui faciliterait la gestion financière, améliorera suivi comptable et assurerait une meilleure traçabilité des transactions; EN CONSÉQUENCE SUR PROPOSITION DE Karolane Landry-Mensah APPUYÉE PAR Michel R. nard IL EST RÉSOLU: 1- D'autoriser la mise en place d'un mécanisme de prélèvements automatic au bénéfice d'Hydro-Québec, de la SAAQ ainsi que de tout autre fournisseur r ceptant pas les virements bancaires, pour le paiement de leurs factures res tives; 2- D'exiger une vérification mensuelle des prélèvements effectués par le se	10.	Résolutions à adopter, signer et/ou entériner
PRÈS D'HYDRO-QUÉBEC, DE LA SAAQ ET D'AUTRES FOURNISSEURS NE F METTANT PAS LES VIREMENTS BANCAIRES. CONSIDÉRANT que plusieurs fournisseurs du Conseil des Abénakis de Wôl sont actuellement payés par virement bancaire accompagné d'un avis de di transmis par courriel; CONSIDÉRANT qu'Hydro-Québec, la Société de l'assurance automobile du C bec (SAAQ) et certains autres fournisseurs n'acceptent pas les virements l caires et exigent des paiements par d'autres moyens, tels que le chèque, lesq engendrent des frais supplémentaires (frais bancaires, impression de chèq affranchissement); CONSIDÉRANT que la mise en place de paiements préautorisés permettrait à fournisseurs de prélever directement les sommes dues à même le compte l caire de la communauté, ce qui faciliterait la gestion financière, améliorera suivi comptable et assurerait une meilleure traçabilité des transactions; EN CONSÉQUENCE SUR PROPOSITION DE Karolane Landry-Mensah APPUYÉE PAR Michel R. nard IL EST RÉSOLU: 1- D'autoriser la mise en place d'un mécanisme de prélèvements automatic au bénéfice d'Hydro-Québec, de la SAAQ ainsi que de tout autre fournisseur r ceptant pas les virements bancaires, pour le paiement de leurs factures res tives; 2- D'exiger une vérification mensuelle des prélèvements effectués par le se vice des finances, afin d'en assurer la conformité avec les factures reçue et de transmettre un rapport au Conseil, au besoin.	>	RÉSOLUTION no. RCB-2025-2026-014
sont actuellement payés par virement bancaire accompagné d'un avis de di transmis par courriel; CONSIDÉRANT qu'Hydro-Québec, la Société de l'assurance automobile du 0 bec (SAAQ) et certains autres fournisseurs n'acceptent pas les virements caires et exigent des paiements par d'autres moyens, tels que le chèque, lesq engendrent des frais supplémentaires (frais bancaires, impression de chèque affranchissement); CONSIDÉRANT que la mise en place de paiements préautorisés permettrait à fournisseurs de prélever directement les sommes dues à même le compte le caire de la communauté, ce qui faciliterait la gestion financière, améliorera suivi comptable et assurerait une meilleure traçabilité des transactions; EN CONSÉQUENCE SUR PROPOSITION DE Karolane Landry-Mensah APPUYÉE PAR Michel R. nard IL EST RÉSOLU: 1- D'autoriser la mise en place d'un mécanisme de prélèvements automatic au bénéfice d'Hydro-Québec, de la SAAQ ainsi que de tout autre fournisseur receptant pas les virements bancaires, pour le paiement de leurs factures restives; 2- D'exiger une vérification mensuelle des prélèvements effectués par le se vice des finances, afin d'en assurer la conformité avec les factures reçue et de transmettre un rapport au Conseil, au besoin.		L'AUTORISATION DE LA MISE EN PLACE DE PAIEMENTS PRÉAUTORISÉS AU PRÈS D'HYDRO-QUÉBEC, DE LA SAAQ ET D'AUTRES FOURNISSEURS NE PER METTANT PAS LES VIREMENTS BANCAIRES.
bec (SAAQ) et certains autres fournisseurs n'acceptent pas les virements l'caires et exigent des paiements par d'autres moyens, tels que le chèque, lesq engendrent des frais supplémentaires (frais bancaires, impression de chèque affranchissement); CONSIDÉRANT que la mise en place de paiements préautorisés permettrait à fournisseurs de prélever directement les sommes dues à même le compte l'caire de la communauté, ce qui faciliterait la gestion financière, améliorera suivi comptable et assurerait une meilleure traçabilité des transactions; EN CONSÉQUENCE SUR PROPOSITION DE Karolane Landry-Mensah APPUYÉE PAR Michel R. nard IL EST RÉSOLU: 1- D'autoriser la mise en place d'un mécanisme de prélèvements automatic au bénéfice d'Hydro-Québec, de la SAAQ ainsi que de tout autre fournisseur reptant pas les virements bancaires, pour le paiement de leurs factures restives; 2- D'exiger une vérification mensuelle des prélèvements effectués par le se vice des finances, afin d'en assurer la conformité avec les factures reçue et de transmettre un rapport au Conseil, au besoin.		CONSIDÉRANT que plusieurs fournisseurs du Conseil des Abénakis de Wôlina sont actuellement payés par virement bancaire accompagné d'un avis de dépôt transmis par courriel ;
fournisseurs de prélever directement les sommes dues à même le compte le caire de la communauté, ce qui faciliterait la gestion financière, améliorera suivi comptable et assurerait une meilleure traçabilité des transactions ; EN CONSÉQUENCE SUR PROPOSITION DE Karolane Landry-Mensah APPUYÉE PAR Michel R. nard IL EST RÉSOLU : 1- D'autoriser la mise en place d'un mécanisme de prélèvements automatic au bénéfice d'Hydro-Québec, de la SAAQ ainsi que de tout autre fournisseur reptant pas les virements bancaires, pour le paiement de leurs factures restives ; 2- D'exiger une vérification mensuelle des prélèvements effectués par le se vice des finances, afin d'en assurer la conformité avec les factures reçue et de transmettre un rapport au Conseil, au besoin.		CONSIDÉRANT qu'Hydro-Québec, la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) et certains autres fournisseurs n'acceptent pas les virements bar caires et exigent des paiements par d'autres moyens, tels que le chèque, lesquel engendrent des frais supplémentaires (frais bancaires, impression de chèques affranchissement);
SUR PROPOSITION DE Karolane Landry-Mensah APPUYÉE PAR Michel R. nard IL EST RÉSOLU: 1- D'autoriser la mise en place d'un mécanisme de prélèvements automatic au bénéfice d'Hydro-Québec, de la SAAQ ainsi que de tout autre fournisseur r ceptant pas les virements bancaires, pour le paiement de leurs factures restives; 2- D'exiger une vérification mensuelle des prélèvements effectués par le se vice des finances, afin d'en assurer la conformité avec les factures reçue et de transmettre un rapport au Conseil, au besoin.		CONSIDÉRANT que la mise en place de paiements préautorisés permettrait à ce fournisseurs de prélever directement les sommes dues à même le compte bar caire de la communauté, ce qui faciliterait la gestion financière, améliorerait l suivi comptable et assurerait une meilleure traçabilité des transactions ;
 nard IL EST RÉSOLU : 1- D'autoriser la mise en place d'un mécanisme de prélèvements automatic au bénéfice d'Hydro-Québec, de la SAAQ ainsi que de tout autre fournisseur receptant pas les virements bancaires, pour le paiement de leurs factures restives ; 2- D'exiger une vérification mensuelle des prélèvements effectués par le se vice des finances, afin d'en assurer la conformité avec les factures reçue et de transmettre un rapport au Conseil, au besoin. 		EN CONSÉQUENCE
 1- D'autoriser la mise en place d'un mécanisme de prélèvements automatic au bénéfice d'Hydro-Québec, de la SAAQ ainsi que de tout autre fournisseur reptant pas les virements bancaires, pour le paiement de leurs factures restives; 2- D'exiger une vérification mensuelle des prélèvements effectués par le se vice des finances, afin d'en assurer la conformité avec les factures reçue et de transmettre un rapport au Conseil, au besoin. 		SUR PROPOSITION DE Karolane Landry-Mensah APPUYÉE PAR Michel R. Benard
 au bénéfice d'Hydro-Québec, de la SAAQ ainsi que de tout autre fournisseur reptant pas les virements bancaires, pour le paiement de leurs factures restives; 2- D'exiger une vérification mensuelle des prélèvements effectués par le se vice des finances, afin d'en assurer la conformité avec les factures reçue et de transmettre un rapport au Conseil, au besoin. 		IL EST RÉSOLU :
vice des finances, afin d'en assurer la conformité avec les factures reçue et de transmettre un rapport au Conseil, au besoin.		1- D'autoriser la mise en place d'un mécanisme de prélèvements automatique au bénéfice d'Hydro-Québec, de la SAAQ ainsi que de tout autre fournisseur n'ac ceptant pas les virements bancaires, pour le paiement de leurs factures respectives ;
ADOPTÉ À LA MAJORITÉ		2- D'exiger une vérification mensuelle des prélèvements effectués par le service des finances, afin d'en assurer la conformité avec les factures reçues, et de transmettre un rapport au Conseil, au besoin.
		ADOPTÉ À LA MAJORITÉ



> RÉSOLUTION no. RCB-2025-2026-015

DEMANDE DE FINANCEMENT – FONDS D'INITIATIVES AUTOCHTONES (FIA IV) PROJET D'INCUBATEUR COMMERCIAL

ATTENDU QUE dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones (FIA IV), le Conseil des Abénakis de Wôlinak dispose d'une enveloppe dédiée au développement économique ;

ATTENDU QUE le Conseil souhaite utiliser une portion de cette enveloppe pour la construction d'un incubateur commercial sur son territoire, projet visant à offrir un service de location d'espaces adaptés aux besoins des entreprises autochtones ;

ATTENDU QUE le coût total du projet est estimé à 1 664 300 \$, incluant une contingence de 10% (soit 151 300 \$);

ATTENDU QUE le Conseil entend soumettre une demande de financement représentant 50 % des coûts totaux du projet, soit 832 150 \$, au Fonds d'initiatives autochtones (FIA IV) dans le cadre du programme de soutien aux projets économiques ;

ATTENDU QUE le 50 % restant, soit 832 150 \$, devra être assumé par le Conseil des Abénakis de Wôlinak, à même ses liquidités ou par emprunt, selon la décision à venir ;

EN CONSÉQUENCE

SUR PROPOSITION DE Karolane Landry-Mensah APPUYÉE PAR Michel R. Bernard

IL EST PAR CONSÉQUENT RÉSOLU QUE le Conseil des Abénakis de Wôlinak autorise la présentation d'une demande de financement auprès du Fonds d'initiatives autochtones (FIA IV) pour le projet de construction d'un incubateur commercial, pour un montant de 832 150 \$, représentant 50 % des coûts totaux du projet ;

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE le Conseil s'engage à assumer le financement du solde du projet, soit 832 150 \$, à même ses ressources propres ou par tout autre moyen jugé approprié.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ



>	RÉSOLUTION no. RCB-2025-2026-016
	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE (AGA) DE LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LA- BRADOR
	SUR PROPOSITION DE Karolane Landry-Mensah APPUYÉE PAR Michel R. Bernard
	IL EST RÉSOLU de mandater Louis Beauregard, directeur du centre de santé afin de représenter le Conseil des Abénakis de Wôlinak lors de l'AGA du CSSSPNQL, le 10 juillet 2025.
>	RÉSOLUTION no. RCB-2025-2026-017
	DEMANDE DE FINANCEMENT – PROJET D'AGRANDISSEMENT DU CENTRE DE SANTÉ DE WÔLINAK
	ATTENDU QUE W8banaki a réalisé une étude de projet en vue de l'agrandissement du centre de santé de Wôlinak ;
	ATTENDU QUE selon certaines données, la superficie optimale pour un centre de santé, en fonction des besoins de la population, se situerait entre 4 000 et 6 000 pieds carrés ;
	ATTENDU QUE le centre de santé de Wôlinak occupe actuellement environ 1 600 pieds carrés, ce qui limite les services offerts à des soins de santé de base ;
	ATTENDU QUE les contraintes d'espace et de ressources nuisent à l'accessibilité et à la qualité des services, et qu'un agrandissement est nécessaire pour répondre adéquatement aux besoins croissants de la population ;
	ATTENDU QUE l'option 5, dont les plans sont annexés à la présente, prévoit une extension du rez-de-chaussée et l'ajout d'un deuxième étage entièrement consacré à l'aile de la santé ;
	ATTENDU QUE cette option permettrait d'atteindre une superficie totale de 9 836 pieds carrés, représentant un ajout de plus de 6 500 pieds carrés;
	ATTENDU QUE l'estimation budgétaire pour la réalisation de ces travaux s'élève à 6 877 000 \$, selon une estimation de classe D, laquelle demeure approximative et exclut certains travaux civils (stationnement, trottoirs, aménagement paysager, etc.);
	EN CONSÉQUENCE



	SUR PF nard	ROPOSITION DE Karolane Landry-Mensah APPUYÉE PAR Michel R. Ber-	
	IL EST RÉSOLU :		
	1.	D'approuver l'option 5 de l'étude de projet d'agrandissement du centre de santé de Wôlinak, telle que proposée par W8banaki ;	
	2.	De mandater l'administration à déposer une demande de financement auprès de Services aux Autochtones Canada afin de concrétiser ce pro- jet d'agrandissement.	
	3.	De désigner M. Louis Beauregard, directeur du centre de santé, en tant que signataire des documents relatifs à ladite demande de financement.	
	ADOPT	É À L'UNANIMITÉ	
12. Varia;			
	12.1.	Une distribution des redevances du casino est envisagée pour la mi-juillet, pour un montant approximatif de 2 000 \$ par membre.	
13.	3. Date et heure de la prochaine réunion : Réunion du Conseil : Jeudi, 23 juin à 10h		
14.	Ajournement/levée de l'assemblée :		
	L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11h40.		

Gitane Bernard

Gitane Bernard Secrétaire de direction 2025-06-02

p. j. Ordre du jour 29 mai 2025

- 1. Appel des présences et vérification du quorum ; 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour du 29 mai 2025 ; 3. Adoption du procès-verbal; 3.1.16 mars 2025 4. Comptabilité; 4.1. Restructuration des administrateurs des entreprises du conseil (REQ) 5. Correspondances et gouvernance ; **5.1. Suivi :** Perquisitions du CPDA à Wôlinak ; 5.2. Suivi : Firme relation publique ; **5.2.1.** National 5.2.2. Nouvelle firme 5.3. Suivi : Rapport de la firme organisationnelle du conseil ; 6. Travaux publics; **6.1.** Embauche de personnel. 7. Terre et habitations ; **7.1. Suivi :** Dossier expulsion / sous-location logement ; 7.2. Suivi : Demande de transfert de lot ; 7.3. Ligne des lots dans le nouveau développement ; 8. Développement économique et/ou communautaire ; 8.1. Salle de spectacle; 9. Résolutions ; RCB-2025-2026-014_ Paiements préautorisés des fournisseurs (À entériner) RCB-2025-2026-015_ Demande de financement incubateur commercial auprès du SRPNI RCB-2025-2026-016_AGA CSSSPNQL - 10 juillet 2025 RCB-2025-2026-017_ Demande de financement pour l'agrandissement du CSW - Approbation - Option 5
- 10. Varia;
- 11. Date, heure et lieu de la prochaine réunion ;
- 12. Clôture de la réunion.